

# RESET II

BIENVENUE DANS LE MONDE D'APRÈS



Marc Touati

## **RESET II**

**Bienvenue dans le monde d'après**

*Ce livre est dédié à celles et ceux qui recherchent la vérité*

## DU MEME AUTEUR

*RESET - Quel nouveau monde pour demain ?* Bookelis, 2020

*Un monde de bulles*, Bookelis, 2018

*La fin d'un monde*, Hugo Doc, 2016

*Guérir la France La thérapie de choc*, Editions du Moment, 2015, « prix du livre d'actualité 2015 » décerné par le Cercle de l'Excellence RH.

*Le dictionnaire terrifiant de la dette*, Editions du Moment, 2013, réédité en 2014 et passé en édition poche en 2015.

*Quand la Zone Euro explosera*, Editions du Moment, 2012.

*Krach, boom... et demain ?*, Dunod, 2009,

*Le Politique saisi par l'économie*, collectif, Economica, 2002.

*Le retour du plein-emploi une nouvelle révolution française*, avec Pierre Alexandre, Anne Carrière, 2000.

ISBN : 979-10-359-6053-7

© Marc Touati

## SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Préface : Un nouveau RESET s'impose.....</b>                       | <b>7</b>  |
| <b>Introduction : De la pandémie à la guerre : La fin d'un monde.</b> | <b>11</b> |
| <b>Episode I : Le pire n'est jamais certain, quoique... ..</b>        | <b>15</b> |
| 1. 2020 : L'an foiré ! .....  | 17        |
| 2. 2021 : L'exubérance n'a plus de limite. ....                       | 21        |
| 3. Le piège du « quoi qu'il en coûte ». ....                          | 25        |
| <b>Episode II : Le « Bad Reset » s'est imposé. ....</b>               | <b>29</b> |
| 4. La Chine, grande gagnante de la crise. ....                        | 31        |
| 5. France, Zone Euro et nos libertés : Grandes perdantes du Reset. .  | 37        |
| 6. L'échelle des valeurs est tombée. ....                             | 43        |
| <b>Episode III : Un monde en guerre... ..</b>                         | <b>49</b> |
| 7. Guerre Russie-Ukraine : Le monde et la France en danger. ....      | 51        |
| 8. La Russie, grande gagnante de la guerre en Ukraine ?.....          | 55        |
| 9. Zone Euro : Le début de la fin ? .....                             | 61        |
| <b>Episode IV : Le retour de la stagflation. ....</b>                 | <b>69</b> |
| 10. Pourquoi l'inflation est si forte ? .....                         | 71        |
| 11. La stagflation est devenue incontrôlable. ....                    | 77        |
| 12. La spirale « inflation-salaires » menace... ..                    | 85        |
| <b>Episode V : Les Etats et les banques centrales en échec. ....</b>  | <b>91</b> |
| 13. Des banques centrales « pompiers pyromanes ». ....                | 93        |
| 14. L'ère de « l'argent magique » est terminée. ....                  | 99        |

|   |            |
|---|------------|
| 15. Dette, inflation et remontée des taux : Le trio infernal. ....      | 103        |
| <b>Episode VI : Marchés financiers : Attachez vos ceintures ! .....</b> | <b>107</b> |
| 16. Krach obligataire : Le plus grave depuis 1994. ....                 | 109        |
| 17. Marchés boursiers : Une correction salutaire. ....                  | 115        |
| 18. La dangereuse dépréciation de l'euro. ....                          | 121        |
| <b>Episode VII : La fin des exubérances. ....</b>                       | <b>125</b> |
| 19. GAFAM, Licornes, Cryptos, NFT : Soyons sérieux ! .....              | 127        |
| 20. Immobilier en France : Quelle sera l'ampleur de la chute ? .....    | 137        |
| 21. Bourse, or, immobilier : Quel est le meilleur placement ? .....     | 143        |
| <b>Episode VIII : La France au bord du gouffre.....</b>                 | <b>147</b> |
| 22. France : Vers une crise « à la grecque » ? .....                    | 149        |
| 23. Déficit commercial : La France dérape encore. ....                  | 159        |
| 24. La bombe à retardement des retraites. ....                          | 163        |
| <b>Episode IX : Comment sauver notre « douce France » ? .....</b>       | <b>169</b> |
| 25. M. Macron c'est maintenant ou jamais ! .....                        | 171        |
| 26. La réindustrialisation ne tombera pas du ciel. ....                 | 175        |
| 27. Réchauffement climatique : l'Ecologie sauvée par l'Economie. ....   | 179        |
| <b>Episode X : Comment se protéger face aux crises ? .....</b>          | <b>183</b> |
| 28. Notre épargne est en danger, il faut la protéger. ....              | 185        |
| 29. Comment sortir des crises par le haut ? .....                       | 191        |
| 30. Un nouveau monde, deux possibilités... ..                           | 195        |
| <b>Conclusion : Restons optimistes, mais réalistes ! .....</b>          | <b>205</b> |

## **PREFACE**

### **UN NOUVEAU RESET S'IMPOSE.**

Avec la pandémie de Coronavirus, certains, dont je faisais partie, avaient osé espérer qu'une réinitialisation économique, géopolitique et financière mondiale se produirait, de manière à repartir sur des bases plus saines. A l'instar d'un appareil temporairement défectueux, il faut effectivement parfois appuyer sur le bouton « RESET » pour redémarrer en corrigeant les erreurs du passé.

C'est notamment dans ce but qu'en septembre 2020, j'ai écrit « RESET - Quel nouveau monde pour demain ? », qui a d'ailleurs été un best-seller des essais économiques pendant deux ans et je vous en remercie.

Mais, malheureusement, comme je le craignais à l'époque, si la pandémie a bien engendré une réinitialisation, cette dernière n'a pas suscité les effets positifs escomptés. Bien au contraire, puisque la situation éconómico-financière post-Covid19 est pire que celle qui prévalait avant.

En effet, les dettes publiques ont explosé dans la plupart des pays du globe, particulièrement en France et dans les pays du Sud de l'Europe, et ce, sans générer de croissance forte et durable. Le PIB annuel français est d'ailleurs toujours inférieur de 1,7 % à celui qui prévalait en 2019. Autrement dit, le « quoi qu'il en coûte » n'a été qu'une « fuite en avant » qui n'a absolument pas permis de restaurer la bonne santé de la plupart des économies de la planète, notamment française.

Encore plus grave, la gabegie de dettes publiques, elle-même financée par une « planche à billets » irresponsable par son ampleur et sa durée (en particulier dans la Zone Euro) a suscité une flambée inflationniste historique.

Pour ne rien arranger, la pandémie et les confinements ont complètement cassé l'échelle des valeurs. A commencer par la valeur travail. En effet, des

millions de personnes ont quitté le marché du travail et n'y sont jamais revenues, en particulier dans les pays développés. A tel point que des pénuries de main-d'œuvre sans précédent se sont imposées durablement dans ces derniers.

Parallèlement, le règne de « l'argent magique » a réactivé des bulles financières explosives. Et ce notamment sur les cryptomonnaies, sur les valeurs du numérique et les fameuses licornes qui, comme leur nom l'indique d'ailleurs, restent de l'ordre de l'irréel. Le drame est que de nombreux investisseurs particuliers qui avaient cru trouver la « martingale » pour devenir riches très vite sans trop d'efforts sont devenus les « dindons de la farce » de l'explosion de ces bulles financières qui est en train de se produire depuis quelques mois.

Dans le même temps, alors que la pandémie du « Coronavirus de Wuhan » était susceptible de nous faire prendre conscience de la dangerosité de notre dépendance à l'égard de la Chine, « l'Empire du milieu » est devenu le principal bénéficiaire de cette crise sanitaire. La Chine a ainsi été le seul grand pays du globe à ne pas connaître de récession annuelle en 2020, et celui qui a connu la plus forte reprise en 2021-2022. Depuis 2021, l'excédent commercial chinois ne cesse même de battre des records, dépassant actuellement les 820 milliards de dollars sur douze mois, contre 430 milliards de dollars en 2019.

Autrement dit : non seulement nous n'avons pas « profité » de la crise pour affaiblir l'hégémonie de la Chine, mais, bien au contraire, nous l'avons renforcée.

Une situation qui ressemble malheureusement beaucoup à celle de la Russie après quelques mois de guerre en Ukraine. En effet, alors que le monde commençait à sortir difficilement la tête de l'eau et semblait pouvoir panser ses plaies et retrouver le chemin de la prospérité, une nouvelle crise est venue tout chambouler. Et non des moindres, puisqu'il s'agit de la guerre Russie-Ukraine. Au-delà des drames humanitaires et des morts qu'elle a engendrés, celle-ci a également aggravé les pressions inflationnistes qui étaient déjà à pied d'œuvre dès 2021. Dans ce cadre, la grande majorité des pays de la planète a connu une inflation soit historiquement élevée, soit au plus haut depuis le début des années 1980.

Face à cette nouvelle crise, les stratégies de politique économique ont été différentes selon les pays et zones. Aux Etats-Unis, dès novembre 2021 et *a fortiori* après la guerre en Ukraine, la Réserve fédérale a fait son mea culpa sur son refus de voir les dangers inflationnistes en face et a décidé de prendre



(enfin !) le taureau par les cornes, en augmentant ses taux d'intérêt dès mars 2022. De la sorte, elle entend calmer l'activité économique afin de réduire l'inflation et de repartir par là même sur des bases plus saines.

Dans la Zone Euro, la BCE a au contraire décidé de poursuivre sa « fuite en avant », maintenant une politique monétaire excessivement accommodante de manière à laisser filer l'inflation plutôt que de la contrecarrer au travers d'un ralentissement économique. Ce que feint d'ignorer la BCE c'est que les phases de forte inflation se terminent toujours par une récession. En d'autres termes, mieux vaut limiter rapidement l'inflation quitte à subir une petite récession plutôt que de laisser l'inflation flamber, ce qui se traduira *in fine* par une récession dramatique. La BCE et les dirigeants politiques de la Zone Euro ont donc choisi, ce sera la double peine : une forte inflation et une grave récession.

En fait, il s'agira plutôt d'une quadruple peine, puisqu'à ces deux fléaux, il faut désormais ajouter la chute de l'euro et la réactivation de la crise existentielle de la Zone Euro. Or, si l'euro se déprécie, cela se traduit par une augmentation de l'inflation importée, donc une aggravation de l'inflation globale, ce qui cassera encore davantage le pouvoir d'achat des ménages, alimentera la récession, suscitant une nouvelle vague d'augmentation des déficits publics et de la dette, plongeant la Zone Euro dans une spirale de stagflation (inflation élevée et stagnation économique) durable.

Le plus triste est que pendant que l'Union Economique et Monétaire (UEM) rechute dans une crise politico-économico-financière qui pourrait même lui être fatale, l'économie russe se porte de mieux en mieux. Bien loin de l'effondrement annoncé, celle-ci a nettement augmenté ses recettes financières liées à la flambée des cours des matières premières. Ses excédents commerciaux ne cessent d'ailleurs de battre des records.

Autrement dit, que ce soit la Chine avec la pandémie de Covid 19 ou la Russie avec la guerre en Ukraine, les gagnants des crises sont justement ceux qui devaient en pâtir le plus. Et ce, pendant que les grands perdants demeurent les traditionnels donneurs de leçon, à commencer par l'Union européenne et la Zone Euro en particulier, qui, comme cela s'est observé lors de toutes les crises depuis 40 ans, demeureront les parents pauvres de l'économie mondiale.

Plus de dettes, plus d'instabilité financière, plus d'hégémonie de la Chine, plus de puissance économique pour la Russie, plus de force pour le dollar, moins de crédibilité pour la BCE, moins de confiance à l'égard de la Zone

Euro et des dirigeants politiques de ses principaux membres (France et Allemagne en tête)... A l'évidence, la réinitialisation qui a suivi la pandémie de 2020 a été catastrophique.

Face à ces dérapages et à ces excès, il est donc grand temps d'opérer un deuxième RESET qui, cette fois-ci, sera, espérons-le, bénéfique. C'est l'un des principaux buts de « RESET II - Bienvenue dans le monde d'après ».

Oui, le pire n'est jamais certain ! Et nous pouvons d'ailleurs encore l'éviter. Mais attention, pour ce faire, il nous faudra engager les bons choix stratégiques. Dans le dernier chapitre de ce livre, je proposerai donc une fin alternative : celle du courage et de la sortie par le haut de la crise, mais aussi celle de la peur et du déni de réalité, qui mèneront à la fin de la Zone Euro et à un RESET dramatique qui couronnera la Chine et quelques autres au détriment de l'Europe et de la France.

La balle est dans le camp de nos dirigeants politiques et monétaires. Espérons simplement qu'ils sauront faire les bons choix. L'espoir fait vivre...

En attendant de connaître l'issue de ce match déterminant, nous avons également décidé, avec les équipes de Bookelis, d'inscrire ce livre sur la voie de la remise en question permanente et par là même de l'innovation.

Il sera ainsi le premier livre économique « vivant ». En effet, pendant deux ans, les principaux passages et graphiques de « RESET II » seront constamment mis à jour. Et vous pourrez y accéder tout simplement en ouvrant l'appareil photo de votre smartphone et en le positionnant sur les passages concernés (cf. dernière page du livre pour toutes les explications). Vous aurez même accès à mes vidéos YouTube qui traitent des sujets évoqués dans cet essai, qui conservera ainsi toute son actualité pendant deux ans.

## INTRODUCTION

### DE LA PANDEMIE A LA GUERRE : LA FIN D'UN MONDE...

Après deux ans de pandémie, une flambée historique des dettes publiques et des « planches à billets », qui a notamment entraîné une poussée inflationniste inconnue depuis le début des années 1980, on ne pouvait imaginer pire : le déclenchement d'une guerre en Europe entre la Russie et l'Ukraine le 24 février 2022.

Dire que quelques jours auparavant, tous les « éminents géopolitologues » et autres « diseurs de bonne aventure » affirmaient que la Russie n'attaquerait jamais l'Ukraine. Un peu d'ailleurs comme lorsque les « épidémiologistes » et autres « spécialistes » soutenaient en mars 2020 que la COVID-19 n'était qu'une « grippette » ou encore lorsque les économistes de salon et les banquiers centraux soutenaient encore dernièrement que l'inflation resterait modérée et transitoire... C'est triste à dire, mais l'histoire se répète...

Autrement dit, non seulement le cauchemar n'est toujours pas terminé, mais, en plus, il s'intensifie. En effet, sans savoir jusqu'où ira ce conflit et en espérant bien entendu qu'il se résorbera au plus vite, ses conséquences économiques et financières sont déjà dramatiques. Et ce, tant pour les économies de la Russie et de l'Ukraine que pour la croissance mondiale, ou encore pour celles de la France et de l'Europe, qui apparaissent finalement comme les grandes perdantes de cette nouvelle crise. Intégrant cette triste réalité, les marchés boursiers ont également fortement dévié.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 13 séances, le Standard & Poor's 500, l'indice phare de la bourse américaine, a chuté de 6,7 %, ce qui portait à 13 % son effondrement depuis le 5 janvier 2022. Fers de lance de la bulle boursière des dernières années, les valeurs dites de croissance ont évidemment

encore plus souffert. Le Nasdaq s'est ainsi effondré de 9,5 % en 13 séances et de 20,3 % depuis son sommet de novembre 2022.

Quant au Cac 40, sa « descente aux enfers » a été encore plus dramatique puisqu'il a dégringolé de 14,6 % en 13 séances et de 19,2 % depuis le 5 janvier 2022.

Par la suite, les chutes se sont bien sûr intensifiées. Au plus fort de la dégringolade, en l'occurrence le 16 juin 2022 pour le S&P 500 et le 5 juillet 2022 pour le Cac 40, les baisses comparativement aux sommets du début janvier 2022 étaient de respectivement 23,6 % et 21,4 %.

Quant au Nasdaq, entre son sommet du 19 novembre 2021 et son plancher du 16 juin 2022, il s'est effondré de 33,7 %.

Depuis lors, en dépit de tentatives régulières de rebond, ces trois indices continuent de régresser de l'ordre de 20 % à 30 % comparativement à leurs précédents sommets.

Au-delà du dégonflement de la bulle passée, ces évolutions reflètent simplement le fait que le conflit russo-ukrainien porte en lui les germes d'une forte baisse de la croissance mondiale, voire d'une récession, notamment liée à la flambée des cours des matières premières.

Là aussi, les chiffres sont plus qu'éloquents : le baril de pétrole a ainsi atteint les 130 dollars pour le brent, en mars 2022, un plus haut depuis l'été 2008. Et même si la croissance mondiale est de moins en moins dépendante du pétrole, il ne faut pas oublier qu'une hausse durable du baril de 10 dollars enlève environ 0,4 point à la progression annuelle du PIB planétaire. Comme le baril a progressé de 120 dollars entre avril 2020 et mars 2022, c'est dire l'ampleur des dégâts, même si une baisse corrective s'est ensuite produite.

Et ce, d'autant que les cours du gaz ont également explosé aux Etats-Unis et surtout en Europe. Quant aux cours du blé, ils ont également flambé de 200 % entre juin 2020 et mars 2022, dépassant les sommets de 2008. Synthétisant l'ensemble des cours des matières premières, l'indice CRB a augmenté de 204 % entre le plancher d'avril 2020 et le pic de mi-juin 2022. Dans ce cadre, déjà sur des niveaux très élevés, l'inflation a continué de se tendre, affaiblissant par là même le pouvoir d'achat des ménages, donc la consommation, puis la croissance globale et l'emploi.

Après deux ans de pandémie, il est clair que l'économie mondiale ne pourra pas s'en remettre facilement, et ce d'autant que toutes les cartouches de relance budgétaire et monétaire ont déjà été utilisées à travers le monde.

Certes, les risques engendrés par le conflit ont mécaniquement réduit la probabilité de trop fort resserrement des politiques monétaires qui faisait craindre le pire il y a peu. Pour autant, dans la mesure où leurs taux d'intérêt directeurs sont toujours relativement faibles et que les « planches à billets » ont déjà été utilisées excessivement, les banques centrales n'ont plus aucune marge de manœuvre pour relancer la machine.

Encore plus grave, face à l'inflation galopante, et même si cette dernière est en grande partie due à la flambée des cours des matières premières, les Instituts d'émission ne pourront plus acheter autant de dettes publiques que par le passé. A cet égard, il est d'ailleurs instructif de noter que les taux d'intérêt des obligations d'Etat ont continué d'augmenter, confirmant qu'une nouvelle phase de « quoi qu'il en coûte » financée par les banques centrales n'est plus possible. Guerre ou pas, la facture des excès du passé devra donc bien être payée en 2022 et 2023, voire au-delà.

Et pour ceux qui pensaient que les cryptomonnaies pouvaient constituer des excellentes valeurs refuges face aux crises en tous genres, la dégringolade des cours de ces dernières est revenue mettre les pendules à l'heure. Une fois encore, quelques chiffres valent mieux que de longs discours : en 12 jours, le cours du bitcoin a ainsi chuté de plus 15,3 %. Entre son pic de novembre 2021 et son plancher de juin 2022, il s'est effondré de 75 %. Et même si des rebonds temporaires se produisent, cette volatilité extrême rappelle combien les bitcoins et les cryptomonnaies au sens large sont des « investissements » excessivement dangereux.

Finalement, comme le dit la sagesse populaire : rien de nouveau sous le soleil. Les crises et les guerres font partie de la nature humaine, les bulles doivent se dégonfler et les excès doivent être payés. Et pour couronner le tout, la seule valeur refuge qui a traversé les siècles reste l'or, dont les cours se sont de nouveau approchés des 2 000 dollars l'once au début du conflit en Ukraine.

Pour conclure, et comme nous l'écrivions au début de la pandémie et de la récession qu'elle a suscitée, les crises font partie de la vie économique et sont souvent des phases d'opportunité. Il ne faut donc pas paniquer, mais, au contraire, faire le dos rond et patienter. En espérant que la troisième guerre mondiale n'aura pas lieu, car sinon, le niveau de la croissance et les cours boursiers seront le cadet de nos soucis. Alors, gardons confiance en l'être humain. Il serait tout de même incroyable qu'après avoir bloqué le monde pendant presque deux ans notamment pour éviter la mort prématurée des plus

de 80 ans, les dirigeants de la planète décident de détruire la moitié de l'Humanité...

Pour toutes ces raisons et bien d'autres (que nous détaillerons bien sûr dans ce livre), il est donc indispensable que les dirigeants économiques, politiques et monétaires de la planète, mais aussi l'ensemble des citoyens du monde ne tombent pas dans ces pièges si tentants et qu'au contraire, ils tirent les leçons de leurs erreurs passées pour ne pas les rééditer.

Autrement dit, ne baissons pas les bras. Car de la même façon qu'un « Reset » est parfois nécessaire pour relancer une machine ou un appareil défectueux, l'économie, les marchés financiers et nos sociétés au sens large pourront bientôt redémarrer sur des fondements meilleurs. Certes, le premier « Reset » n'a pas fonctionné. Mais rien ne dit que le second ne produira pas des effets favorables.

Ne soyons donc pas défaitistes : Oui, un nouveau paradigme mondial va bien s'imposer au cours des prochaines années. Et si l'incertitude autour de ce nouvel ordre international demeure forte, une chose est sûre : au final, même si la route sera longue et forcément semée d'embûches, le monde sortira de la crise par le haut, car, comme d'habitude, tout ce qui ne nous tue pas nous rend plus fort.

## **EPISODE I :**

**LE PIRE N'EST JAMAIS CERTAIN, QUOIQUE...**







# **1.**

## **2020 : L'an foiré !**

Si la pandémie de Coronavirus de 2020 restera bien sûr gravée à jamais dans les mémoires, notamment à cause des drames humains qu'elle a causés, elle nous a également montré qu'en quelques jours, l'économie mondiale pouvait s'écrouler, ébranlant ainsi toutes nos certitudes. Elle constitue ainsi une incroyable leçon d'humilité et une ode au Carpe Diem : profitons de l'instant présent tant qu'il en est encore temps.

Ainsi, lorsqu'au début janvier 2020, je présentais dans mes publications et mes conférences mes prévisions et celles des équipes d'ACDEFI pour l'année à venir en titrant : « 2020, l'année de tous les dangers... », nous étions toutes et tous très loin d'imaginer que la réalité serait pire qu'un cauchemar. De même, lorsque le 24 janvier 2020, à l'approche du nouvel an chinois, j'écrivais « L'année du rat de métal risque de faire mal... », j'étais encore loin du compte... A l'époque, le « Coronavirus de Wuhan » commençait tout juste à faire parler de lui et j'annonçais qu'il pourrait enlever quelques dixièmes de point à la croissance mondiale, attirant parfois des critiques sarcastiques...

Et pourtant ! Non seulement cette « grosse grippe », comme l'appelaient alors certains médecins et spécialistes, est devenue une pandémie mondiale, tuant officiellement 6,4 millions de personnes à travers la planète (au 20 juillet 2022), mais, en plus, elle a entraîné une dépression économique internationale sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Le drame est que le plongeon du PIB n'est pas qu'un simple chiffre, il se traduit inmanquablement par des faillites d'entreprises, des destructions d'emplois massives et une flambée du chômage, même si, dans la plupart des pays développés, et notamment en France et dans la Zone Euro, ces trois fléaux ont été atténués, pour ne pas dire masqués, par la fameuse

stratégie du « quoi qu'il en coûte », qui commence d'ailleurs à nous coûter très cher.

Car, justement, pour essayer d'éteindre l'incendie, les dirigeants politiques et monétaires de la planète ont engagé une relance exceptionnelle tant par sa rapidité que par son ampleur. Le problème est qu'avant même le début de la pandémie, la « planche à billets » avait déjà été utilisée excessivement et les dettes publiques atteignaient déjà des niveaux stratosphériques (à part dans certains et rares pays tels que les Pays-Bas, l'Allemagne ou encore l'Autriche et les pays baltes).

Pour mémoire, rappelons que la « planche à billets », également appelée « quantitative easing », revient à créer de la monnaie ex-nihilo, c'est-à-dire sans création de richesses correspondantes. En temps normal, pour pouvoir créer de la monnaie, la banque centrale d'un pays doit disposer de compensations à l'actif de son bilan, en l'occurrence de l'or, des réserves de changes et des titres (notamment des obligations d'Etat). C'est ce que l'on appelle les « contreparties de la masse monétaire ». De la sorte, il existe une correspondance entre la monnaie en circulation et la réalité économique du pays. Cela permet notamment d'éviter les dérapages inflationnistes.

Bien différemment, lorsqu'une banque centrale actionne la « planche à billets », cela signifie qu'elle crée de la monnaie sans contreparties préalables. Elle imprime des billets « sur la base de rien ». Mieux, avec cette « monnaie de singe », la banque centrale monétise la dette publique, c'est-à-dire qu'elle finance directement le déficit public.

Cette stratégie comporte donc un triple avantage. Primo, l'Etat « éponge » son déficit gratuitement, donc sans faire appel aux investisseurs privés et/ou extérieurs. Secundo, comme l'Etat ne fait pas appel aux marchés obligataires, les taux d'intérêt restent bas, ce qui permet de faciliter le financement de l'investissement privé et de la consommation des ménages. Tertio, de par cet excès artificiel de liquidités, la devise du pays concerné se déprécie, soutenant par là même les exportations et la croissance du pays en question.

Le seul danger de cette stratégie est que la conséquence inévitable d'un excès de création monétaire est une inflation galopante. En effet, si la monnaie en circulation ne correspond pas à une création de richesses équivalente, la différence se traduit par davantage d'inflation : si les quantités ne s'ajustent pas, ce sont les prix qui le font.

Et c'est exactement ce qui s'est produit en 2020 et surtout en 2021.

Dès lors, il ne faut pas se leurrer : cette débauche de moyens budgétaires et monétaires n'a constitué qu'une « fuite en avant », destinée à sauver les meubles, mais incapable d'engendrer une croissance forte et durable, principalement dans les pays déjà anesthésiés depuis des années par une dette publique et un soutien monétaire autant pléthoriques qu'inefficaces.

Mais malheureusement, comme disait feu Jacques Chirac, « les problèmes (ou plutôt les « emmerdes » pour reprendre l'expression exacte) c'est comme les oiseaux migrateurs, ça vole toujours en escadrille ». Ainsi, en plus de la pandémie, de la mauvaise gestion sanitaire de cette dernière qui a notamment débouché sur trois confinements (dont deux extrêmes), qui ont eux-mêmes alimenté une récession historique, l'année 2020 a aussi été marquée par des émeutes sociales et des attentats, notamment dans l'Hexagone, ce qui n'a évidemment pas arrangé l'activité économique.

En résumé, en 2020, en dépit des moyens pléthoriques déployés par les Etats et les banques centrales, la quasi-totalité des pays de la planète a subi une chute historique du PIB : - 3,4 % aux Etats-Unis, - 4,6 % au Japon, - 4,9 % en Allemagne, - 6,5 % pour l'ensemble de la Zone Euro, - 6,6 % en Inde, - 7,9 % en France, - 9,1 % en Italie, - 9,3 % au Royaume-Uni et - 10,8 % en Espagne.

Compte tenu de ces récessions dramatiques, les ratios de déficits publics et de dettes publiques rapportés au PIB ont flambé. En France, ils ont atteint fin 2020 des niveaux affolants de respectivement 8,9 % et 115 %.

En fait, en 2020, seul un grand pays du globe n'a pas subi de baisse annuelle de son PIB. Et non des moindres puisqu'il s'agit de celui par lequel tout a commencé, en l'occurrence la Chine. « L'Empire du milieu » s'est ainsi payé le double luxe d'afficher une croissance économique annuelle de 2,7 % et de réaliser un record historique d'excédent commercial à 585 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2020. Et nous verrons dans les chapitres suivants que ces records ont été largement battus depuis. Autrement dit, dès 2020, la Chine était déjà la grande gagnante de la crise. Une performance qui a été renforcée au cours des années suivantes.

C'est d'ailleurs grâce à elle que la baisse annuelle du PIB mondial n'a été « que » de 3,1 % en 2020. Grâce à ce « moindre mal » et aux « planches à billets » excessives des banques centrales à travers le monde, les marchés boursiers ont aussi fait partie des grands gagnants de la crise, du moins en 2020 et en 2021, avec en tête de pont, les GAFAM et les valeurs du numérique au sens large.

Autrement dit, 2020 n'a pas été un « an foiré » pour tout le monde...

Encore plus problématique : la crise de 2020 n'a pas éradiqué les excès des années précédentes, mais les a au contraire renforcés : hégémonie grandissante de la Chine, surpuissance des GAFAM, regonflement des bulles boursières et obligataires, explosion des dettes publiques sans retour de la croissance forte et durable à la clé, augmentation de la pauvreté, réduction des libertés...

Des dérapages lourds de conséquences et une exubérance qui ont malheureusement été prolongés en 2021, plongeant le monde dans le piège du déni de réalité, puis de la forte inflation et, enfin de la stagflation (stagnation économique et inflation élevée).

## 2.

### **2021 : L'exubérance n'a plus de limite.**

Dans le sillage de ses nombreux dérapages budgétaires et monétaires, l'année 2021 restera marquée par deux évolutions économiques déterminantes : le fort (mais artificiel) rebond de la croissance et la flambée (très réelle) de l'inflation.

Le problème est que face à ces deux mouvements largement prévisibles (du moins pour ceux qui refusent le déni de réalité et/ou suivent les prévisions de mon cabinet ACDEFI), les banques centrales ont poursuivi leur politique monétaire ultra-accommodante, permettant aux marchés financiers de se complaire démesurément dans les bulles boursières et la faiblesse des taux d'intérêt des obligations d'Etat, en dépit de la dangereuse flambée des dettes publiques.

En effet, par clientélisme et manque de discernement, les banques centrales ont préféré faire plaisir aux marchés et aux gouvernements, plutôt que de lutter contre leur objectif premier, l'inflation.

C'est en cela que l'année 2021 restera comme celle de toutes les exubérances et sera finalement plus dommageable que 2020. Mieux vaut effectivement une récession contrôlée qui permet de repartir sur des bases plus saines qu'une croissance artificiellement élevée qui porte en elle les germes d'une inflation trop forte et par là même de la prochaine crise.

Ainsi, en 2021, « grâce » à l'explosion des dettes publiques et des « planches à billets », la croissance du PIB mondial a atteint 5,7 %, un record depuis la Seconde Guerre mondiale et qui a permis d'effacer complètement la baisse de 2020.

Le pire est que, comme en 2020, le grand gagnant de cette pandémie a été le pays d'où tout a commencé, en l'occurrence la Chine. Et pour cause :

après avoir déjà augmenté de 2,7 % en 2020, le PIB chinois a encore progressé de 8,7 % en 2021, soit, pour la deuxième année consécutive, la meilleure performance du globe.

Parallèlement, l'excédent commercial chinois a battu un nouveau record, à 689,9 milliards de dollars sur un an, et qui sera encore dépassé en 2022.

Pour mieux comprendre la « victoire » chinoise il suffit d'observer l'évolution du PIB annuel réel (c'est-à-dire hors inflation) entre 2019 (c'est-à-dire avant la pandémie) et 2021 pour les principaux pays de la planète. Et il n'y a photo : + 11,7 % pour « l'Empire du milieu », + 2,1 % pour les Etats-Unis, - 1,5 % pour l'ensemble de l'Union Economie et Monétaire, - 1,7 % pour la France, - 2,2 % pour l'Allemagne et - 3,1 % pour l'Italie.

Eh oui ! Vous ne rêvez pas : en dépit d'une flambée exubérante de la dette publique française de 438,2 milliards d'euros entre la fin 2019 et la fin 2021, le PIB français est toujours 1,7 % inférieur à son niveau de 2019. Et nous verrons plus loin que la situation ne s'est malheureusement pas arrangée pour 2022.

Le drame est que l'explosion des dettes publiques et des « planches à billets » des banques centrales ont alimenté une inflation débordante et souvent historique. Et ce dès 2021, c'est-à-dire avant même le début de la guerre en Ukraine. Là aussi, les chiffres parlent d'eux-mêmes : en décembre 2021, le glissement annuel des prix à la consommation était déjà de 7,0 % aux Etats-Unis, un sommet depuis le printemps 1982, 5,3 % en Allemagne, un plus haut depuis 1992, 5 % pour l'ensemble de la Zone Euro, un record historique.

Et si la France restait encore relativement préservée, avec une inflation de 2,8 % aux normes hexagonales et de 3,4 % aux normes européennes, l'explosion des prix à la production faisait déjà craindre le pire. Fin 2021, le glissement annuel de ces derniers était ainsi de 16,3 %, un sommet historique. Que dire alors de son homologue espagnol à 33,1 % ou encore de celui de l'Allemagne à 19,2 %, évidemment des records ?!

Eh bien oui : ne nous leurrions pas ! Si l'inflation a fortement augmenté dès 2021, c'est principalement parce que l'explosion des dettes publiques et la profusion de « planche à billets » ont suscité une forte augmentation de la demande, alors que l'offre, c'est-à-dire pour faire simple la production, ne suivait pas. Or, c'est l'une des règles de base de l'économie : si la demande est durablement supérieure à l'offre, les prix augmentent.